

Novembre 2004

Contes et comptes du prof Lauzon

LES VILAINS COLS BLEUS DE MONTRÉAL ET LES MÉCHANTS FONCTIONNAIRES DU QUÉBEC

par Léo-Paul Lauzon

Les vilains cols bleus de Montréal

Pour certains, le principal fléau au Québec qui nous afflige et qui nous empêche tous d'être heureux et de nous épanouir, c'est depuis toujours les cols bleus de la ville de Montréal. Tout le monde sait ça, qu'à côté des cols bleus, les terroristes américains sont des enfants de cœur et les Hells Angels des boys scouts. Par exemple, les éditorialistes et les chroniqueurs de *La Presse* sont littéralement hantés et obsédés par les Cols bleus de Montréal, comme François Cardinal, cette guirlande intellectuelle, qui, lors de sa chronique du 21 octobre 2004 intitulés «Laissez-les hurler!», s'est déchaîné sur les Cols bleus de Montréal en terminant son texte ainsi : «Il est grand temps de donner la priorité au bien commun plutôt qu'à une poignée de privilégiés». Si jeune et à la fois si lamentable et si pitoyable. Pour lui et ses acolytes, les pétrolières, les banques, SNC-Lavalin, Air Canada, Bombardier et Power Corp., qui est à la fois dans le pétrole, l'eau, la santé, l'électricité, les autoroutes représentent le zénith en termes de bien commun. Si les Cols bleus sont des privilégiés à 35 000\$ l'an, que sont alors les dirigeants d'entreprises avec un salaire moyen de 4.5 millions\$ en 2003, les juges à 250 000\$, les médecins spécialistes à 400 000\$ et les journalistes de *La Presse* qui gagnent au moins le double des Cols bleus, qui ont la semaine de quatre jours, qui ont un horaire de travail très flexible et qui ont des avantages sociaux à faire rêver tous les travailleurs de la terre, incluant les Cols bleus? Je sais bien que je ne devrais pas, mais je me surprends parfois à rêver au jour où Power Corp. Donnera, au nom du «bien commun», ses journalistes en sous-traitance à des pigistes, juste pour voir les moyens de pression que ces «privilégiés» utiliseraient et juste pour avoir l'immense plaisir de les entendre «hurler».

D'ailleurs, ils pourraient difficilement critiquer la sous-traitance, la privatisation, les fameux partenariats public-privé et le dégraissage car tout cela est fait au nom du bien commun, que nous disent nos élus et nos journalistes, et surtout pas au nom du bien très personnel de nos affairistes. Ben non, ce sont des amis qui nous veulent tous beaucoup de bien. C'est pourquoi ils veulent gérer en notre nom nos prisons, nos hôpitaux, nos écoles, nos aqueducs, nos autoroutes, nos garderies, notre électricité, notre transport en commun, etc.

C'est quoi le problème au juste avec les cols bleus? Tabarouette, leur salaire annuel moyen est d'environ 35 000\$. Est-ce vraiment exagéré? Naturellement, pour certains politiciens, journalistes, affairistes et économistes, c'est définitivement trop, même s'ils seraient eux-mêmes incapables de vivre avec un tel salaire annuel. Il faudrait les ramener à 20 000\$ par année. Après tout, ce ne sont que des travailleurs ordinaires qui n'ont pas étudié longtemps et il est injuste de les payer 35 000\$ par année alors que les pigistes de *La Presse*, les «associés» de Wal-Mart, les sous-traités de Bombardier et de Bell Canada, et les esclaves modernes qui peinent dans les soins à domicile, les garderies, les stations-service d'Esso, dans le textile et dans l'entretien ménager font à peine 20 000\$ par année. Voilà, en termes d'équité avec les autres travailleurs exploités et avec les générations futures, normalisons vers le bas et surtout pas vers le haut du salaire des médecins, des juges, des dirigeants et des administrateurs d'entreprises, des politiciens et des journalistes.

Alors que l'on connaît une croissance économique fulgurante depuis 1990 qui ne s'est jamais vue depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, que la richesse collective nous sort par toutes les extrémités du corps humain, que nos gouvernements se sont privés volontairement de recettes fiscales au profit des dodus de la société et qu'il les a inondé de baisses d'impôts et d'abris fiscaux

tout en se faisant complices de leurs fraudes fiscales généralisées dans les paradis fiscaux, voilà que pour solutionner la précarité permanente des finances publiques créée et entretenue de toutes pièces par ces derniers, voilà qu'ils s'en prennent et s'acharnent sur les travailleurs du réseau public en les diabolisant, en les ridiculisant, en les méprisant et en les faisant passer pour des profiteurs et des gras durs du système. Je vomis ces lâches, comme le ministre libéral des affaires municipales Jean-Marc Fournier qui, dans un article du *Journal de Montréal*, daté du 17 avril 2004 et intitulé «Le ministre Fournier veut examiner les salaires plus élevés au municipal» a invité les élus municipaux à couper sur les salaires de leurs employés à défaut de verser aux municipalités plus d'argent ou de leur fournir de nouvelles sources de revenus. Imaginez, faut couper selon cet abruti dans le gras du salaire des cols bleus à 35 000\$, par année et surtout pas dans celui des juges, des médecins, des politiciens et des professionnels qui gagnent annuellement entre 100 000\$ et 500 000\$. Non, il est bien plus facile de s'en prendre aux travailleurs les plus vulnérables de la société plutôt qu'aux notables à qui il a versé récemment de plantureuses augmentations de salaires, comme aux juges et aux médecins spécialistes.

Oui, madame la duchesse, le parti libéral du Québec est une succursale du patronat et met religieusement en application leurs très sages recommandations comme en fait foi cet article de Kathleen Lévesque du *Devoir* daté du 4 octobre 1996 et titré «Réduisons les salaires de 18%. Les gens d'affaires proposent leurs remèdes aux maux de la métropole». Vous voulez connaître c'est quoi les fameux remèdes de nos affairistes, eh bien, les voici, tels que signalés au premier paragraphe du dit article «La communauté d'affaires de Montréal entend contribuer (sic) à l'assainissement des finances montréalaises en recommandant entre autres la privatisation de services municipaux (sic) combinée à une diminution de 18% du salaire des fonctionnaires (sic)». Cet article datant de 1996 illustre à quel point la précarité des finances publiques tant au municipal qu'au provincial est consciemment maintenu par nos politiciens et nos affairistes afin de créer un énorme problème artificiel qui ne peut évidemment être résolu selon eux que par la sous-traitance, la privatisation, les partenariats public-privé et le charcutage en règle des conditions de travail des commis d'État. Ça prend vraiment des écoeurants, eux qui gagnent des millions par année en salaires et qui fraudent l'impôt à tour de bras, venir nous suggérer, au nom du «bien commun» et du mieux-être des générations futures, de «choper» le salaire des fonctionnaires à 35 000\$ par année et de leurs céder, par le biais de la privatisation, nos services publics afin de les enrichir encore plus. Ce que les affairistes ont proposé en 1996 est une copie conforme du programme et des politiques adoptés aujourd'hui par «leur» gouvernement libéral du Québec avec leurs hommes et leurs femmes de mains que sont Monique Jérôme-Forget, Michel Audet, Sam Hamad et le très sublime Jean Charest.

Voici le titre de l'article de Michel Larose du 6 octobre 2004 paru dans le *Journal de Montréal* : «Hausse de 8.5% sur six ans». Le journaliste débute son texte en écrivant ceci : «L'arbitre Gilles Lavoie a consenti des augmentations salariales de 8.5% aux cols bleus de Montréal réparties sur six années». Sacramouille, faudrait donner un cours d'économie de base au dit journaliste, car avec des taux d'inflation qui oscillent entre 2.5% et 3% l'an, ce n'est pas une augmentation de salaire qui a été consentie aux cols bleus mais bel et bien d'une importante diminution de salaire qui leur a été imposée. 8.5% d'augmentation sur 6 ans, ça fait, si mes calculs sont bons, 1.4% par année alors que le taux d'inflation annuel est le double. Tabarnane, ça prend pas la tête à Papineau pour comprendre que c'est une diminution de salaire réelle que l'on veut imposer aux cols bleus et que dans six ans, à l'expiration de leur contrat de travail, ils deviendront alors des «working poors». Exactement ce que les affairistes voulaient en 1996 et que le parti libéral du Québec a entériné avec son «cheuf» Jean Charest, dixit la baloune gonflée à l'hélium. Oui, nos exploiters veulent un réservoir de «working poors», d'esclaves et de miséreux. Pour que le néolibéralisme fonctionne à leur goût, cela est non seulement souhaitable mais bel et bien nécessaire.

Il est espérer que les cols bleus n'accepteront pas cette forme d'exploitation que l'on veut leur imposer. Pas seulement en leur nom, mais pour les milliers d'autres travailleurs syndiqués ou non qui seront affectés négativement dans leurs propres conditions de travail. En fait, c'est au nom du

«bien commun» qu'ils doivent résister, ce qui les rendra encore plus honorables, quoique les troude-culs disent et prétendent.

Au tour des fonctionnaires du Québec de passer au tordeur de la réingénierie de l'État

Dans leur vision de l'État allégé, modernisée et adaptée, les libéraux du Québec et les affairistes voient en les commis de l'État un autre gros problème et un obstacle à leurs fins particulières qui empêche d'enrichir l'infime minorité de la population composée des opportunistes et des ex-politiciens et qui appauvrit la majorité. Naturellement, les solutions qu'ils proposent, ou devrais-je dire qu'ils imposent, sont toujours les mêmes, soit la sous-traitance, les partenariats public-privé, la privatisation et la baisse de salaires des fonctionnaires, toutes des mesures qui profitent au gratin au détriment du crottin!

Commençons par le commencement, avec le titre de cet article de Konrad Yakabuski du *Devoir* daté du 18 mai 1995, oui, de l'année 1995 : «Les employés de l'État à la queue de l'ensemble des salariés québécois». Telles sont les conclusions d'une étude de l'Institut de la statistique du Québec, qui est loin d'être un organisme syndical ou de gauche, qui portait sur la comparaison du salaire et des avantages sociaux du privé et du public. Puis, attachez bien votre tuque et votre capine, car j'ai pour vous le compte-rendu d'une autre recherche de l'Institut de la statistique du Québec rapportée dans un article du *Devoir*, le 28 novembre 2003, soit huit ans plus tard que la précédente et intitulée : «Salaire et rémunération : l'administration québécoise est en retard». Puis-je vous rappeler de nouveau mes amis que cela comprend les salaires et les avantages sociaux des fonctionnaires de la province du Québec comparés aux autres employés du public et à ceux du privé?

Qu'à cela ne tienne, même si les fonctionnaires du Québec gagnent moins que dans le privé, l'actuel gouvernement libéral, dans son obsession idéologique de nous délester encore plus de nos biens et de nos services publics au profit des affairistes à qui il est redevable, veut se débarrasser de ces derniers en faisant appel à la sous-traitance et aux partenariats public-privé. Grandiose projet de société, les mots me manquent. Et même si les employés de l'État du Québec gagnent moins que dans le privé et ont un salaire annuel moyen d'à peine 30 000\$ par année, l'infâme actuel premier ministre du Québec Jean Charest et sa bande de crosseurs, avec en tête la crosseuse en chef, Monique Jérôme-Forget, veut les éliminer afin de moderniser l'État, qu'ils nous disent. Et puis, ce même petit minusque veut leur imposer le gel salarial pour les deux prochaines années, tel que rapporté dans l'article de Denis Lessard et de Mario Cloutier de *La Presse* du 16 juin 2004 intitulé «Québec dépose ses offres aux 600 000 fonctionnaires des secteurs publics et parapublics». Et l'exploitation continue de plus belle avec en prime le démantèlement de nos services publics et la privatisation de nos instruments collectifs. Ben oui, les syndicats sont trop forts et le patronat trop faible. Les preuves sont faites et les jeux sont faits, rien ne va plus pour la majorité. *The show must go on.*

Le «show» infect du mensonge et des menaces véhiculés par nos exploitateurs doit continuer de plus belle. On fait tout ça au nom du «bien commun» que nous disent les affairistes et leurs politiciens que leurs fidèles journalistes, comme François Cardinal de *La Presse*, s'empressent de relayer la «bonne nouvelle» aux zouaves que nous sommes pour mieux nous anesthésier, nous culpabiliser, nous monter les uns contre les autres et finalement nous soumettre.